



Le Magnan Libéré

Hebdomadaire Togolais Satirique d'Informations et d'Analyses

N°602 du Mercredi 26 mai 2021 - 15^{ème} année - Prix: 250 FCFA

UN AN APRÈS LA RECONDUCTION DE FAURE GNASSINGBÉ

L'état des lieux des réalisations sanitaires

#3



Chantier de l'Hôpital Saint-Pérégrin | © ALTAO

Le 22 février 2020, à l'issue d'une élection présidentielle très attendue, les Togolais ont accordé pour la quatrième fois leur voix à Faure Gnassingbé, un leader avisé qui leur inspire courage, confiance, espoir et symbolise un lendemain meilleur. Le taux de suffrages obtenus (plus de 70%) par le chef de l'Etat est démonstratif. En retour, le président, lui dont les actions succèdent toujours aux promesses, a garanti au peuple de faire en sorte que personne ne soit laissé sur le bas-côté, ni contraint d'être eseuilé. Avec la crise sanitaire apparue soudainement, il était indispensable de joindre immédiatement l'acte à la parole avec des réalisations sanitaires opportunes et salvatrices.

INFRASTRUCTURE

ROUTE LOMÉ-ANÉHO : La facture de la réhabilitation passe du double au simple

#2

Démarrés depuis environ un an, les travaux de réhabilitation de la route nationale N°2 qui relie les villes de Lomé et d'Aného vont coûter, au total, 47,5 milliards de FCFA selon une note publiée le 22 mai 2021 par les services du gouvernement...

COOPÉRATION UE-TOGO DANS LE DYNAMISME

#6

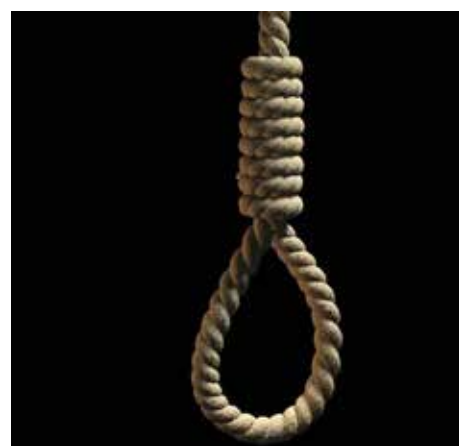


Un coup d'accélérateur après la visite de Faure Gnassingbé à Bruxelles

SUICIDE

Alerte : Le malaise se généralise dans la société

#7



**LA FIBRE TOGOCOM
EST CHEZ VOUS !**

Offrez vous La fibre Togocom

à **10 000 FCFA**
~~25 000 FCFA~~

Souscrivez dès maintenant dans une agence Togocom
ou auprès de nos commerciaux itinérants !

Promo valable du 5 Mai au 7 juin 2021. Offre soumise à conditions.



Le carnet

Top pour la 2^{ème} mi-temps

Hier mardi 25 mai 2021, la primature a annoncé, le début de l'admission de la deuxième dose du vaccin AstraZeneca, pour les personnes de plus de 50 ans dans le Grand Lomé. Les personnes de plus de 50 ans qui ont pris la première dose du vaccin AstraZeneca il y a huit semaines, sont conviées à se rendre dans les centres de santé ou les lieux où ils ont reçu la première, pour prendre la deuxième dose ce mardi 25 mai 2021. Et pour se faire, chacun devrait se munir de son carton de vaccination afin de faciliter es choses. Le Togo dans son élan d'aboutir à une immunité collective en faisant vacciner 60% de sa population est en train de mettre les bouchées doubles. Des commandes d'autres vaccins ont été faites. Il faut souligner que la situation sanitaire s'améliore. Les cas graves de contaminations sont en chute libre. 7 patients atteints du Coronavirus sont en réanimation, a indiqué dimanche Djibril Mohaman, coordonnateur national de la gestion de la riposte contre le Covid-19. Le nombre des hospitalisations a baissé d'un tiers. Il y a moins de 100 cas positifs par semaine et cela s'explique d'une part par le respect des mesures barrières et d'autre part grâce à la campagne de vaccination, a-t-il précisé. Depuis le début de la pandémie il y a un peu plus d'un an, le Togo a enregistré 13.363 cas de Covid-19 (effectivement dépistés par PCR) et 125 décès. Samedi, 11 personnes positives ont été comptabilisées. L'heure n'est pas à la disparition du masque, même pour les personnes ayant reçu les 2 doses de vaccin contre le Covid-19.

Dans sa mise au point faite mercredi par la Coordination nationale de gestion de la riposte (CNGR), la coordination a incité les populations au respect des mesures barrières. Dans certains pays comme Israël où 70% de la population a été vaccinée, le masque n'est plus obligatoire en extérieur. On est loin de ce taux au Togo. 'Quand on porte un masque, ce n'est pas pour soi, mais pour les autres. Donc il faut attendre que tout le monde se vaccine', a déclaré Mohaman Djibril, le responsable de la CNGR. Ceux qui ont donc eu leur première dose du vaccin il y a de cela plus d'un mois sont donc convié à prendre leur deuxième dose. Les premiers vaccinés de plus de 50 ans ont donc commencé par recevoir leur seconde dose d'AstraZeneca depuis hier mardi indique un communiqué. La campagne concerne la région du Grand Lomé. Pour recevoir le sérum, un enregistrement en ligne est requis ou par téléphone au *844#

A rappeler qu'il y a quelques jours, le gouvernement a annoncé dans un communiqué le lancement de la phase d'administration de la deuxième dose du vaccin AstraZeneca à partir du 17 mai au nouveau centre administratif des services (Lomé). Le personnel soignant sur toute l'étendue du territoire recevra sa deuxième dose entre le 19 et le 21 mai. Ceci sur les mêmes sites que ceux ayant servi à l'administration de la première dose. Toutes les personnes ayant reçu la première dose sont invitées à se présenter dans les lieux indiqués munies de la carte qui leur a été délivrée suite à l'administration de la première dose et selon le chronogramme qui sera communiqué ultérieurement, indique le texte. Allons donc recevoir notre deuxième dose pour une immunité collective recherchée. Après les mauvais procès faits au vaccin, aujourd'hui tout le monde doit être rassuré qu'il n'y a aucun mal à se faire vacciner.

SECTEUR HALIEUTIQUE : La pêche repêche des milliers de Togolais

Le secteur halieutique et les acteurs togolais, directement ou indirectement impliqués dans les travaux liés à la pêche, font leurs choux gras des aides étatiques colossales. Naturellement, la production halieutique est en augmentation rapide, les conditions de vie et de travail des pêcheurs également. Grâce à leur activité, ils augmentent leurs revenus et leur pouvoir d'achat, accroissent la quantité des produits halieutiques destinés à la consommation et à l'exportation. Sur la longue liste des facilitations accordées aux pêcheurs et commerçantes de poissons, il y a le marché moderne récemment mis en place au port de pêche de Gbétsoygbé, avec des attentes énormes.

Vendredi le 09 avril 2021, les pouvoirs publics ont inauguré un marché moderne au port de pêche de Lomé. Ils ont en même temps offert des matériels de protection, notamment 1 600 gilets de sauve-

tage aux mareyeuses et pêcheurs. Le marché renferme des magasins, des vestiaires ainsi qu'une infirmerie. L'objectif est de permettre aux 8 000 acteurs qui travaillent régulièrement sur le site, de rentabiliser convenablement et de vivre de leur travail dans un environnement propice.

Le port de pêche de Lomé, une vache à lait pour les pêcheurs

Il a été inauguré en avril 2019 par Faure Gnassingbé. C'est une infrastructure implantée dans la zone industrielle de Baguida. Accessible depuis le mois de novembre 2019, le port de pêche de Gbétsoygbé renferme une criée, 02 machines de production de glace d'une capacité de 5 000 tonnes par jour, 03 chambres froides d'environ 400 caisses. Il peut contenir jusqu'à 300 pirogues. Le port aide à consolider près de 8 000 emplois comprenant des pêcheurs (3 000), des transformatrices de poissons (3 500) et des mareyeuses (1 500).

MALGRÉ LA CRISE SANITAIRE : Le port de Lomé au point

Décidément, rien n'empêche le port autonome de Lomé d'ennoblir l'économie togolaise, de créer des emplois, d'augmenter le pouvoir d'achat des travailleurs, de redorer leurs conditions de vie et d'attirer les opérateurs économiques. On ne vantera jamais assez les qualités de cette infrastructure gigantesque qui a le privilège d'être le seul port en eau profonde de la côte ouest-africaine capable d'accueillir des navires de 3ème génération. Grâce à sa position géographique, il est l'unique port par lequel on peut atteindre plusieurs capitales en un seul jour avec un acheminement des marchandises. Une de ses qualités est la rapidité des formalités administratives qui est la somme des efforts de simplification des circuits. En 2020, année de crise percutante due à la covid-19 et ses effets socioéconomiques indésirables, le port de Lomé s'est transcendé.

Entre 2019 et 2020, le trafic global du port autonome a été haussé de 12%. Il est passé de 22,7 millions à 25,5 millions de tonnes et les importations enregistrées sur la plateforme portuaire ont connu une hausse de près de 15%. Elles sont passées de 6,5 millions à 7,5 millions de tonnes. Quant aux exportations nationales et le transit, une hausse de 3% a été notée. Ils sont passés de 1,28 million à 1,32 million de tonnes.

Evolution soutenue du trafic portuaire

Des données provisoires communiquées par les responsables portuaires permettent de découvrir que les activités de transbordement ont bondi annuellement de 12%. Précisément, de 15 millions en 2019, elles sont passées à 16,6 millions de tonnes en 2020. Par-dessus tout, une évolution soutenue du trafic portuaire est perceptible au cours des 03 dernières années. De 22,1 millions en 2018, il s'est établi à 22,7 millions en 2019 puis à 25,5 millions de tonnes en 2020.

Un port énergétique en dépit de la covid-19

Les chiffres sont expressifs et suffisent pour prouver la résilience du port autonome de Lomé durant l'année 2020, quoique bousculée par la maladie à coronavirus. Il ne serait pas osé de soutenir que la pandémie a constitué de source de motivation pour le port plutôt que d'élément perturbateur. La situation pandémique a positionné

le port de Lomé comme une plateforme de repli important pour les puissants bâtiments maritimes, ce qui justifie une fois encore sa capacité de transbordement par excellence pour les pays de la sous-région.

Une riposte socioéconomique résistante

Depuis le début de la crise, la gestion au Togo est un coup de maître. Au 15 décembre 2020, les dépenses effectuées dans la lutte étaient calculées à 107,5 milliards de francs CFA. Dans cette somme, 52,2 milliards ont été consacrés à la relance économique. Depuis le 1er avril 2020, le montant des échéances de crédits reportées pour aider les entreprises est de 18 milliards sans oublier le fonds de relance en faveur des TPME mis en place en août 2020 avec des crédits allant à 10 millions, pour un taux bonifié de 5%. En fin septembre 2020, les reports ont été accordés à 212 entreprises pour un total de 15 milliards et 1 361 particuliers ayant sollicité ces reports avaient trouvé satisfaction pour un montant de 03 milliards. Le Togo use de toutes ses forces pour alléger les charges fiscales en faveur des PME/PMI. Cela explique sans doute la résilience du pays face à la covid-19 qui est progressivement poussée dans ses derniers retranchements. Jeudi le 11 mars 2021, le Togo, pays dont les actions de riposte sont applaudies ici et là, a débuté la campagne de vaccination contre la maladie.

L.R.



La pêche nourrit son homme au Togo

5 000 autres emplois directs et indirects sont attendus dans le port. Ils concernent le traitement de produits halieutiques, la fabrication et la vente de glace, la vente de matériels de pêche, l'entretien des installations, etc. Les travaux de construction du port ont été financés à hauteur de 20 milliards de francs CFA. En lien avec le développement des chaînes de valeurs de la pêche maritime, le port de pêche de Lomé fera progresser la production halieutique pour atteindre 25 000 tonnes par an. La pêche représente 4% du

PIB agricole et 1% du PIB national. Plus précisément, le secteur halieutique emploie plus de 20 000 personnes au Togo, dont plus de 55% de femmes.

Dans son ambition de créer davantage de richesse pour plus de prospérité partagée, le chef de l'Etat a garanti qu'il développera de 2020 à 2025, la production animale et halieutique ; mettra en place des installations frigorifiques adaptées au port autonome de Lomé pour faciliter la conservation, le transport et l'exportation des produits halieutiques. Les pêcheurs ont de beaux jours devant eux.

ROUTE LOMÉ-ANÉHO : La facture de la réhabilitation passe du double au simple

Démarrés depuis environ un an, les travaux de réhabilitation de la route nationale N°2 qui relie les villes de Lomé et d'Aného vont coûter, au total, 47,5 milliards de FCFA selon une note publiée le 22 mai 2021 par les services du gouvernement. Ils portent sur le dédoublement de la voie entre Avépozo, localité située à l'est de la capitale, et Aného.



Ces travaux ont été subdivisés en deux sections : la première, longue de 10 km y compris des aménagements connexes, est confiée à l'entreprise chinoise CRBC pour un coût de 13,236 milliards de FCFA et concerne l'axe Avépozo-Togokomé. La seconde section qui va de Togokomé à Aného, est longue de 20 km pour un montant de 34,3 milliards, et est exécutée par l'entreprise tunisienne Soroubat. Des travaux dont le premier ministre Victoire Tomégah-Dogbé a appelé, le 21 mai 2021, à une accélération lors d'une descente de terrain pour en constater de visu l'état d'avancement. Cette sortie vise, selon la ministre Zouréhatou Kassah-Traoré des travaux publics, à « rassurer les populations ». « Nous faisons en sorte que les travaux s'accélèrent davantage. Donc le planning a été révisé à cet effet pour que les délais contractuels de mars 2022 soient respectés », a-t-elle indiqué, ajoutant que l'état d'avancement des travaux actuellement est de 20 à 27%.

Selon le site du ministère (un texte qui date de juillet 2016 et qui porte sur une visite du projet par l'ancien premier ministre Sélom Klassou et le ministre Ninsao Gnoffam d'alors), il s'agira de réhabiliter, de moderniser et d'élargir la route en 2x2 voies de plateforme qui passe de 10 m à 24 m, soit une largeur de 2x7m, une bande d'arrêt d'urgence de 2x2m, des trottoirs de 2x2m et d'un terre plein de 2m.

« Il s'agira également de construire des ouvrages de protection de la côte, des travaux d'aménagements connexes notamment les terrassements généraux, la construction de la chaussée et son élargissement, la construction des ouvrages d'arts et de drainage, l'aménagement de la signalisation et de l'éclairage public et la mise en œuvre des mesures environnementales et sociales », d'après la même source qui évoquait un budget de 147,023 million d'euros, soit 96,543 milliards de F CFA. Ce qui représente le double du montant annoncé ce week-end.

UN AN APRÈS LA RECONDUCTION DE FAURE GNASSINGBÉ, L'état des lieux des réalisations sanitaires

Le 22 février 2020, à l'issue d'une élection présidentielle très attendue, les Togolais ont accordé pour la quatrième fois leur voix à Faure Gnassingbé, un leader avisé qui leur inspire courage, confiance, espoir et symbolise un lendemain meilleur. Le taux de suffrages obtenus (plus de 70%) par le chef de l'Etat est démonstratif. En retour, le président, lui dont les actions succèdent toujours aux promesses, a garanti au peuple de faire en sorte que personne ne soit laissé sur le bas-côté, ni contraint d'être eseuilé. Avec la crise sanitaire apparue soudainement, il était indispensable de joindre immédiatement l'acte à la parole avec des réalisations sanitaires opportunes et salvatrices.

Le premier cas de coronavirus a été détecté le 06 mars 2020 au Togo. 10 jours après, le pays a instauré un état d'urgence sanitaire et un couvre-feu ; réuni 5 000 hommes dans une Force spéciale anti-pandémie ; interdit les rassemblements ; suspendu les liaisons aériennes et terrestres ; bouclé les villes ; fermé les lieux de culte, établissements scolaires et universitaires, etc.

Réhabilitation des infrastructures sanitaires

L'apparition de la maladie a aiguillonné le Togo à faire des enjambées dans le processus de modernisation et d'équipement des centres de santé. Le chef de l'Etat a fait installer des scanners et respirateurs ; fabriquer des millions de masques et de thermo flashes ; réceptionner des équipements de protection. Le CHR de Lomé-Commune, principal centre de prise en charge des patients a été réhabilité, aménagé et équipé avec des centaines de lits. Actuellement, des travaux de construction de 09 centres de santé sont en cours dans les 05 régions nationales. Réduire dans la mesure du possible les effets pervers de la crise Faure Gnassingbé a mis en place un comité de crise et s'est mis à l'avant-poste de la lutte. Avec ses collaborateurs, il scrute l'évolution de la pandémie, les difficultés rencontrées et les solutions idoines pour endiguer la maladie grâce à des mesures d'anticipation, de réplique et de relance économique. Justement, un fonds de relance économique et de solidarité nationale de 400 milliards de francs CFA a été mis en place pour amenuiser l'impact négatif de la crise sur les citoyens. Il a permis de mettre en œuvre le programme de transferts monétaires «Novissi», de baisser le prix des produits pétroliers, de rendre gratuites l'eau et l'électricité pour les tranches sociales...

Plus de 100 milliards de francs CFA déjà dépensés

Sur les 400 milliards cités ci-avant, 173 milliards de francs CFA ont été mobilisés à la date du 15 décembre 2020. A cette même date, les dépenses effectuées dans la lutte contre la pandémie s'élevaient à 107,5 milliards. En réalité, 22,8 milliards ont été consacrés aux mesures de riposte sanitaire ; 32,3 autres milliards aux dépenses sociales et 52,3 milliards pour la relance économique.

Gratuité des soins pour les femmes enceintes

La covid-19 n'empêche pas le leader togolais de tendre la main aux femmes enceintes. Le pays a annoncé un programme de gratuité des soins (évalué à 07 milliards de francs CFA pour 2021) pour

les femmes enceintes. Celui-ci touche la planification familiale, la consultation prénatale, l'accouchement et la césarienne. Déjà, au Centre médico-social (CMS) d'Adabawéré dans la préfecture de la Kozah, plus de 380 femmes enceintes ont été enrôlées du 20 décembre 2020 au 30 janvier 2021. Elles seront soignées entièrement aux frais de l'Etat.

Prise en charge gratuite pour les écoliers

School Assur est un programme de protection sociale en milieu scolaire. En 03 ans de mise en œuvre, il a atteint 02 millions de prises en charge sanitaires gratuites dans plus de 6 000 établissements scolaires publics. Durant l'année 2020, dans un environnement malsain, Faure Gnassingbé a fait maintenir la mise en œuvre du



programme pour empêcher la covid-19 de titiller les élèves. Au titre de l'année scolaire 2020-2021, l'achat des masques a été subventionné par l'Etat avec 01 milliard de francs CFA. 600 millions ont été mobilisés pour acquérir des équipements comme des tables-bancs et des matériels informatiques. La mise en œuvre de toutes les mesures prises pour l'année en cours, coûte 3,5 milliards de francs CFA aux dirigeants.

Une gestion sanitaire irréprochable

Les indicateurs montrent que le Togo fait partie des meilleurs pays dont la gestion est efficace

et adaptée aux défis de l'heure. Comme mis en lumière par Lowy Institute, en matière de bonne ges-

de soutien mensuel de 12 500 francs pour les femmes et 10 500 pour les hommes, le président a

tion de la pandémie, le Togo est le 2ème meilleur pays en Afrique avec un score de 72,8 points. Sur le plan mondial, il se classe 15ème. Après l'apparition du premier cas de covid-19 sur le territoire, le Togo a augmenté sa capacité de test avec le dépistage systématique des cas contacts et de tous les clusters. Le pays a effectué 204 937 tests à la date du 29 janvier 2021, soit 26,64 tests pour 1 000 habitants.

Main tendue aux opérateurs économiques

Le Togo a barricadé la voie à la maladie grâce à une batterie de mesures économiques idéales. En dehors de «Novissi», programme

pris des dispositions particulières comme la politique d'allègement des charges fiscales, le fonds de relance en faveur des TPME. Depuis le 1er avril 2020, le montant des échéances de crédits reportées pour aider les entreprises est de 18 milliards. Aujourd'hui, la campagne de vaccination anti-covid n'est plus qu'une question de jours au Togo, pays qui a su sortir les griffes pour défer sans crainte la pandémie. Le président de la République a retroussé ses manches pour y parvenir, il a réadapté les priorités qui convergent tout de même vers un seul leitmotiv : le développement national.

L.R

SOMMET DE PARIS : Fortes contributions du Togo et les retombées

L'Afrique a sans doute réussi à déjouer toutes les prévisions apocalyptiques faites à son sujet au début de la pandémie en évitant l'hécatombe en terme de vies humaines contrairement aux autres continents. Mais elle a payé un lourd tribut face aux conséquences désastreuses de la pandémie qui ont plongé le continent dans une récession abyssale. Il fallait trouver d'urgence la bagatelle somme de 100 milliards de dollars pour relancer en partie l'économie africaine dont les besoins de financement d'ici 2025 sont évalués à 285 milliards de dollars.

Atteindre l'objectif des 100 milliards de dollars, c'est l'enjeu principal du sommet de Paris considéré à raison comme le sommet de la solidarité où le consensus a globalement prévalu. Le sommet propose un mécanisme de financement peu ordinaire qui préconise le recours aux droits de tirage spéciaux (DTS) du Fonds monétaire International. Ainsi le FMI en tant que mère des banques centrales va puiser dans ses réserves 650 milliards de dollars qu'il mettra à la disposition des Etats membres.

En terme de quote-part, sur les 650 milliards, et c'est là où le bât blesse, seulement 33 milliards devaient mécaniquement revenir au continent africain qui ne participe qu'à hauteur de 3% aux réserves du FMI. L'on constate que le montant qui revient au continent est nettement en - deçà de ses besoins.

Pour combler le gap, la conférence a défendu l'idée de voir les pays aisés réallouer leurs DTS pour qu'ils reviennent aux pays pauvres en particulier ceux du continent africain. Cette formule pourra augmenter la part de l'Afrique qui pourrait atteindre les 100 milliards. A Paris, la formule a recueilli l'assentiment de tous les participants, un motif plutôt de satisfaction.

En dehors des DTS, il est aussi question de mobiliser des moyens



à travers des plans d'aide bilatéraux et multilatéraux. Plusieurs organisations économiques internationales y sont favorables. IL s'agit de la Banque Africaine de Développement, de la Société Financière Internationale du groupe de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International qui a mis à la disposition du Togo 240 millions de dollars. L'annonce a été faite par la directrice du FMI Mme Kristalina Georgieva lors de sa rencontre avec le Président de la République le 16 mai dernier, à deux jours de l'ouverture du sommet.

Des orientations économiques qui confirment le leadership du chef de l'Etat togolais

La rencontre de Paris n'a pas passé sous silence le rôle combien

indispensable et indiscutable que doit jouer le secteur privé pour la relance de la croissance des économies africaines, rejoignant ainsi une position sans cesse défendue par le chef de l'Etat togolais Faure Essozimna Gnassingbé qui a toujours préconisé la promotion

du partenariat public-privé pour booster l'économie du continent. Pour le Président togolais, l'appui au secteur privé africain reste décisif pour un continent qui aspire à sortir de la logique de l'assistance mais qui butte sur la défiance des investisseurs. C'est la raison pour laquelle, il a salué mardi l'organisation du sommet de Paris sur le financement des économies africaines. Selon le chef de l'Etat togolais, "cette initiative portée par son homologue français Emmanuel Macron permettra de poser les bases de la croissance et de renforcer la résilience des économies africaines".

La position du président de la République a été vivement partagée par les autres grands acteurs du sommet de Paris que sont, en dehors des chefs d'Etat, les grandes

organisations financières internationales notamment la Banque Africaine de développement, le Fonds Monétaire International, la Société financière internationale, filiale de la Banque Mondiale. A rappeler que les premiers responsables de ces organisations financières ont eu chacun à Paris, de très longs entretiens avec le chef de l'Etat togolais à la veille du sommet.

Que ça soit Christalina Georgieva du FMI, Mackhtar Diop de la SFI, Akinwumi Adesina de la BAD et madame Esther Duflo, économiste prix Nobel d'économie 2019, tous ont unanimement apprécié le leadership dont a toujours fait preuve le chef de l'Etat togolais et les efforts faits par le Togo dans les domaines de la lutte contre la pandémie du corona virus, la pauvreté et du Doing business.

Ils ont reconnu à cet égard que les nombreuses réformes opérées pour assainir le climat des affaires ont rendu plus que jamais attractif le Togo devenant du coup sur le continent l'une des destinations privilégiées par les investisseurs. Ce sommet organisé à l'initiative de la France, pour tenter de sortir les pays du continent africain de leurs difficultés économiques actuelles aggravées par la crise sanitaire a connu donc une participation active du chef de l'Etat togolais

Une précision sans doute importante à noter, malgré la pâleur des économies sur le continent due à la récession causée par le corona virus, l'économie togolaise fait plutôt bonne mine avec un taux de croissance de près de 2%. Et ceci grâce à l'efficacité de la gestion du gouvernement sous la haute direction du Président togolais.



COMMUNIQUE

Relatif à la perception de la Taxe sur les Véhicules à Moteur (TVM)

Le Commissaire Général de l'Office Togolais des Recettes (OTR) porte à la connaissance des contribuables soumis au paiement de la Taxe sur les Véhicules à Moteur **(TVM)** que la perception de ladite taxe se poursuit conformément aux dispositions de l'article 59 du livre des procédures fiscales (LPF).

La date de paiement de la TVM est fixée au plus tard le 31 mars pour les particuliers, le 30 avril pour les sociétés et le 31 mai pour les compagnies d'assurance.

A cet effet, le contrôle du paiement de ladite taxe au titre de l'exercice 2021 débutera à compter du **03 mai 2021** sur toute l'étendue du territoire national.

Le Commissaire Général compte sur la collaboration et le civisme de tous.

Fait à Lomé, le 21 avril 2021

Le Commissaire Général

Philippe Kokou B. TCHODIE



COMMUNIQUE

Relatif à la perception de la Taxe Professionnelle Unique (TPU) des Transporteurs Routiers

Le Commissaire Général de l'Office Togolais des Recettes (OTR) porte à la connaissance des contribuables soumis au paiement de la Taxe Professionnelle Unique des Transporteurs Routiers **(TPU-TR)** communément appelée «**trimestre**» que la perception de ladite taxe au titre du premier trimestre 2021 se poursuit conformément aux dispositions de l'article 57 du livre des procédures fiscales (LPF).

A cet effet, le contrôle du paiement de la TPU-TR débutera à compter de la date du **03 mai 2021** sur toute l'étendue du territoire national.

Le Commissaire Général compte sur la collaboration et le civisme de tous.

Fait à Lomé, le 21 avril 2021

Le Commissaire Général

Philippe Kokou B. TCHODIE



MENACE SUR LE LITTORAL

Une loi ouvre la voie au gouvernement pour agir

Face à des pressions d'origine naturelle ou liées au facteur humain que subit la côte togolaise, les députés ont doté le gouvernement d'un dispositif légal lui permettant l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral. Cette démarche des élus du peuple a été matérialisée par le vote de la loi relative à la protection de la côte, le jeudi 20 mai dernier.

Cette loi, selon les parlementaires, vise à maintenir les équilibres environnementaux, lutter contre l'érosion côtière, préserver l'intégrité des sites, des paysages et du patrimoine marin. Elle permettra également de protéger le littoral contre toute forme de pollution et de dégradation, quelle qu'en soit l'origine.

« Cette loi se place dans une optique de développement durable en cherchant à préserver les ri-



chesses naturelles du territoire, source de son attractivité et de son développement économique, social et culturel afin de les pérenniser », a indiqué la présidente de l'Assemblée nationale, Yawa Tségan.

Pour sa part, le ministre de l'économie maritime Edem Tengue, a déclaré que « cette loi ouvre la voie au gouvernement pour agir sur les menaces qui pèsent sur le

littoral ».

La côte togolaise, au cours de ces dix dernières années, est victime de l'avancée de la mer. D'après un rapport d'étude de la Mission d'observation du littoral ouest africain (MOLOA) réalisée en 2015, le recul du trait de la côte togolaise avoisine 20 mètres par an aux points les plus critiques tels que Baguida-plage Katanga, Agbavi et Doèvikopé.

Le travail des Contrôleurs financiers dérange-t-il dans certaines Communes ?

Le Gouvernement tient à une gestion saine des fonds publics, fruit des efforts du contribuable mis à disposition des 117 Communes au Togo. Du coup, des Contrôleurs financiers sont appelés à contrôler l'exécution des dépenses et le recouvrement des recettes des Mairies. Seulement, dans leurs rôles de Conseillers et de Contrôleurs financiers, ces derniers font l'objet de critiques infondées, genre

der le processus de décaissement des fonds pour le fonctionnement des Mairies.

Ces accusations, nous ont poussées à s'intéresser à la Direction nationale du contrôle financier (DNCF) pour connaître de la mission du Contrôleur financier qui consiste à contrôler l'exécution des dépenses publiques. Et dans ces missions, le Contrôleur financier effectue le contrôle des dépenses et des recettes des

régularités, que les Contrôleurs financiers tentent aujourd'hui de rectifier.

« Nous sommes dans une réforme et nous croyons que ça peut frustrer les uns et les autres mais il nous revient tous de rester lucide pour promouvoir le développement de nos localités. L'objectif de la décentralisation est de veiller au développement de nos localités. Les ordonnateurs, les contrôleurs financiers,



le retardement des processus de décaissement des fonds ce qui ralentirait les activités dans les municipalités.

Or, selon le décret portant règlement général sur la comptabilité publique, tout acte ayant une incidence financière sur le budget de l'Etat ou d'un organisme public doit être préalablement visé par les Contrôleurs financiers avant la signature de l'Ordonnateur. Et en cas d'irrégularités constatées le Contrôleur financier peut rejeter le dossier avec des observations à prendre en compte.

En effet, la procédure vise à assurer une meilleure gestion des finances publiques au bénéfice des populations.

Mais depuis que les contrôleurs financiers ont commencé par jouer leur rôle de contrôle dans les municipalités, ils sont pris pour cibles et accusés de retard

collectivités territoriales.

« Nous n'avons aucune intention de bloquer qui que ce soit mais au contraire, nous sommes là pour accompagner les maires, les DAF pour le bonheur des populations... le contrôle ne fait rien d'autre que l'application de textes en matière de bonne gouvernance et de gestion rationnelle des finances publiques », nous a-t-ont expliqué.

Rectifier le tir

En effet, la pratique ancienne a permis à certains acteurs de Mairies de développer des comportements peu orthodoxes à la gestion des finances publiques. Apparemment le travail des Contrôleurs financiers dérangeraient certains Responsables de Mairies qui ordonneraient des dépenses ne respectant pas les bonnes pratiques d'une gestion saine des fonds publics. Ces ir-

et les comptables publics ont chacun en ce qui le concerne, une responsabilité vis à vis-à-vis de la cour des comptes », a précisé notre source.

Rappelons que la principale mission du Contrôleur financier consiste à contrôler la gestion des finances de l'Etat et des autres organismes publics. Il assure ainsi les rôles de Conseiller et de Contrôleur, qui lui confèrent une place prédominante au sein du Ministère de l'Economie et des finances. Le Contrôleur financier est la porte d'entrée des dépenses et à ce titre il a l'obligation d'être serein et intègre dans l'exécution de sa mission. Il est disponible et ouvert à toutes les préoccupations des acteurs de l'exécution des dépenses pour que le franc du contribuable togolais soit utilisé à bon escient.

(Gapola)

Courtes contre la montre

Hors du pays et avec qui ?

La politique ne consiste pas seulement à faire du « mazin mazin » Il faut agir sur le terrain et avoir les moyens de ses actions. Pendant qu'un dialogue en bonne et due forme se déroule entre le pouvoir l'opposition dans un cadre bien structuré, certains ont trouvé le malin plaisir de s'exclure. Aujourd'hui c'est eux qui exigent l'ouverture d'un dialogue politique en dehors du Togo, à l'extérieur de la région Cédéao et sous les auspices de l'Union européenne ou des Nations Unies. Et qui sont-ils ? Des minuscules partis qui n'ont aucune assise nationale qui se sont regroupés dans un machin appelé « DMK ». Ce n'est pas l'option choisie par Komi Wolou, leader du Pacte socialiste pour le renouveau (PSR, 1% des voix à la présidentielle de 2020). Pour que nous puissions réellement avancer, il nous faut réellement discuter entre nous (...) c'est à nous de décider ce que nous voulons', a-t-il déclaré dimanche au micro d'une radio locale. Sa voix ne porte pas sur l'échiquier politique togolais. Il faut préciser que le gouvernement a initié un cadre de discussion sur les prochaines élections régionales auxquels plusieurs membres de l'opposition ont répondu favorablement. Quant à ceux qui exigent la tenue de palabres à l'étranger, ils entendent remettre sur la table le résultat de l'élection présidentielle de février 2020. Mais ils n'ont pas de chance étant donné que le dialogue ouvert concerne l'organisation des régionales et le constat de leur absentéisme est clair : ce sont les partis ayant une fois pris part aux élections qui sont invités. Et quand on prend ces partis composant la DMK, aucun d'eux ne peut avoir un siège. Ils se cachent derrière la peur de se voir humiliés pour jouer aux boycotteurs.

Bien tourner sa langue...

L'ancien ministre Djimon Oré a été condamné il y a une semaine à 24 mois de prison ferme. Et s'en est fini pour lui. Quelqu'un dira qu'il a cherché et il a trouvé. Dans vie il faut savoir ce que vous êtes, qui vous êtes et qui est derrière vous avant de poser certains actes. Dans un Etat de droit, la liberté ne veut pas dire libertinage. Ici tout ce que nous faisons est encadré par une loi. Si on la transgresse, c'est avec des conséquences. Croyant parler pour plaire à des gens, il a fini par se retrouver dans un trou. Qui est là pour le sauver ? A son arrestation, des gens ont sorti des communiqués pour dénoncer et demander sa libération et ça s'est arrêté là. Aujourd'hui qu'il a élu domicile à « Azitimé », il est complètement oublié. Quand on veut parler, il faut tourner sept fois sa langue dans sa bouche avant de sortir de votre ventre ce que vous avez à dire. On ne parle « wouya wouya », genre ce qu'il a fait en peignant son pays en noir. Alors qu'on a eu aussi à occuper de hautes fonctions de la République. A la tête d'un micro-parti baptisé Front patriotique pour la démocratie, il a été reconnu coupable d'outrage aux représentants de l'autorité publique et diffusion de fausses nouvelles. M. Oré avait récemment déclaré au micro d'une radio que le pouvoir togolais était similaire au régime nazi et qu'un bain de sang plus important que celui du Rwanda s'était produit au Togo. En tout cas cela l'aidera à mieux réfléchir dans sa prison, loin de sa famille. On ne peut pas souhaiter la prison même à son pire ennemi. C'est pour ça qu'il faut être correct dans nos actions.

Ça ne paie jamais !

En vue d'organiser les régionales dans de bonnes conditions, le gouvernement togolais a décidé d'ouvrir un dialogue dans cadre de concertation qui devrait regrouper les partis politiques ayant une fois pris part à des élections. Bien que certains partis ait décidé de boycotter ce dialogue, les travaux se poursuivent. Avec ou sans eux, les élections vont avoir lieu. Les discussions au sein de la concertation nationale des acteurs politiques (CNAP) semblent avancer. Les participants, issus de la majorité et de l'opposition, sont sur le point de s'entendre sur les règles qui devront régir les prochaines élections régionales. 'Nous aurons une plénière mercredi pour achever tout ce qui concerne le cadre électoral', a indiqué mardi Adrien Béléki Akouété, président de la Convergence patriotique panafricaine (CPP, opposition). Il a invité ses camarades de l'opposition qui boudent les travaux à se joindre rapidement aux discussions. Quand le scrutin aura-t-il lieu ? En 2021, en 2022 ? Adrien Béléki Akouété penche plutôt pour l'année prochaine. Dans tous les cas, le boycott n'a jamais été une bonne chose. Ça amène souvent à des regrets. La politique de la chaise vide n'a jamais été payante.

LE MAGNAN LIBÉRÉ

Récépissé N°0302/17/11/06/HAAC

Casier N°35MJ BP: 81213 Lomé | Mail : iabasse@yahoo.fr

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Abass ISSAKA | +228 90 16 49 87 | 90 85 85 22

RESPONSABLE COMMERCIAL

Bertine ADJAHU | +228 90 36 97 10

INFOGRAPHIE

LA KOM Sarl U | +228 91 08 91 02

IMPRIMERIE

Rad Graphic Sarl U

2 000 exemplaires



COOPÉRATION UE-TOGO DANS LE DYNAMISME

Un coup d'accélérateur après la visite de Faure à Bruxelles

Le partenariat entre l'Union Européenne (UE) et le Togo date de près de 60 ans. Cette coopération s'est intensifiée surtout à partir de 2007 dans plusieurs domaines notamment politique, économique, diplomatique, commercial et culturel. La Délégation de l'UE et le gouvernement togolais se rencontrent régulièrement dans un cadre de dialogue politique avec les Chancelleries des Etats membres de l'UE accrédités, pour faire le point de cette coopération et des questions d'intérêt commun relatives à l'intégration régionale et continentale.

CONSOLIDATION DU PROCESSUS DÉMOCRATIQUE

L'Union européenne accompagne le Togo dans ses efforts de consolidation du processus démocratique. Les deux parties tiennent régulièrement des sessions de dialogue politique pour faire le bilan des progrès réalisés en matière de gouvernance politique, économique ainsi que dans le domaine de la paix et de la sécurité.

L'instance européenne fournit dans ce contexte des appuis techniques et financiers aux institutions de la République notamment l'Assemblée nationale, la Commission électorale nationale indépendante (CENI) et la Haute autorité de l'audiovisuel et de la communication (HAAC) de même qu'aux collectivités territoriales. Toujours en faveur des institutions de la République, d'autres initiatives ont été également mises en œuvre. Il s'agit entre autres du Programme d'appui aux processus électoraux (PAPE) et du Programme d'appui institutionnel (PAI).

L'UE s'investit également dans le renforcement de la justice, en contribuant à l'amélioration des prestations des professionnels de ce secteur. Tout récemment, un projet a été mis en œuvre dans ce sens pour accompagner l'École nationale de police.

Un autre axe d'action est l'appui aux Organisations de la société civile (OSC) à travers des initiatives comme le Projet d'appui à la Société civile et à la réconciliation nationale (PASCRENA) financé à hauteur de 6 millions d'euros soit 3,9 milliards de FCFA et le Programme de consolidation de l'Etat de droit et du monde associatif (Pro-CEMA).

L'Union européenne a accompagné le Togo dans sa stratégie de renforcement de la gouvernance politique et de promotion des droits de l'homme, à travers des projets dont le financement estimé à 17,195 millions d'euros soit 11,2 milliards de FCFA. On peut citer :

- Le Projet d'Appui à l'Autonomisation de la femme et son insertion dans le dialogue politique au niveau local au Togo (PAAF) financé à hauteur de 0,99 millions d'euros soit 651,4 millions de FCFA
- Le Projet de Soutien aux défenseurs des droits de l'homme d'un coût global de 0,498 millions d'euros soit 327 millions de FCFA
- Le Projet Quartiers d'avenir : protéger et réinsérer les personnes en conflit avec la loi dont le financement s'élève à 0,5 millions d'euros soit 328 millions de FCFA
- Le Programme d'Appui au Secteur de la Justice (PASJ) d'un coût global de 8 millions d'euros soit 5,25 milliards de FCFA
- Le Projet d'Appui à la Formation de la Police (PAFP) évalué à 3 mil-

lions d'euros soit 1,97 milliards de FCFA

• le projet de Promotion des Droits des adolescents à la santé génésique au Togo financé à hauteur de 4,2 millions d'euros soit 2,8 milliards de FCFA.

En matière de paix et de sécurité, l'Union européenne appui également le Togo dans ses efforts de stabilisation de la sous-région.

COOPÉRATION ÉCONOMIQUE ET COMMERCIALE

Le Togo est l'un des partenaires économiques privilégiés de l'Union

opportunités en terme de partenariats, contrats et projets. Dix (10) projets d'un coût global de 15,6 milliards de FCFA sont déjà à l'étape de mise en œuvre, et dix-huit (18) autres évalués à plus de 320 milliards FCFA sont en cours de financement.

Un protocole d'accord tripartite a été signé entre le gouvernement togolais, le Patronat et la Bank of Africa (BOA) en juillet 2020 pour la mobilisation de 412 millions de FCFA en faveur des entreprises nationales.

En terme d'exportation, le Togo occupe la deuxième place des pays africains exportateurs de produits bio vers l'Union européenne, juste après l'Égypte. Entre 2018 et 2019, le pays a doublé ses exportations de produits agricoles biologiques vers l'Union Européenne, passant de 22000 tonnes à près de 45000 tonnes sur la même période, soit une

le Togo dans l'implémentation des projets de développement dans les domaines de l'environnement, du développement rural, de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, avec un financement global estimé à 1,98 millions d'euros soit 1,3 milliard de FCFA. Il s'agit plus précisément du :

- Programme d'appui à la gestion environnementale décentralisée (PAGED) financé à hauteur de 0,599 million d'euros soit 392,9 millions de FCFA
- Projet d'Appui à la Préservation des Écosystèmes et de la Biodiversité grâce à l'Agropastoralisme dans le contexte de la décentralisation (PAPEBA), dont le coût de la réalisation est estimé à 0,461 million d'euros soit 302,6 millions de FCFA)
- Projet de renforcement de la participation communautaire pour la protection de l'environnement et la restauration de la fertilité des

l'hygiène et l'assainissement, (1,9 million d'euros soit 1,2 milliard de FCFA)

- Projet de Réduction des risques environnementaux et sanitaires liés à l'activité des vendeurs d'eau de forage de la ville de Lomé-PRRESAF (0,3 million d'euros, 196,8 millions de FCFA)
- Projet d'appui à la gestion des ordures ménagères dans la commune de Sokodé -PAGOM (0,295 millions d'euros soit 193,5 millions de FCFA)
- Programme Eau et Assainissement de la Ville de Notsè (PEAN), (0,2 million d'euros soit 131 millions de FCFA)
- Projet d'Aménagement Urbain du Togo -Phase II (43 millions d'euros soit 28,2 milliards de FCFA)
- PEA-OMD, Programme eau et assainissement pour l'accélération de l'atteinte des ODD (18,7 millions d'euros soit 12,266 milliards de FCFA)
- Peat-1, Projet Eau et assainissement au Togo-Phase1 (20 millions d'euros soit 13,1 milliards de FCFA)

Education

L'UE accompagne les universités togolaises à jouer leur rôle de transmission de la connaissance, pour une société épanouie via des instruments de financement de l'enseignement supérieur (Erasmus Plus) et de la recherche et innovation (Horizon 2020, y compris le programme Marie Curie).

Des appels à proposition sont lancés chaque année pour obtenir des bourses de mobilité des étudiants, des enseignants chercheurs ou du personnel administratif des universités.

Dans son agenda au Togo, l'UE sollicite de plus en plus l'expertise ou les compétences des universités togolaises dans l'élaboration et la mise en œuvre des projets de coopération avec le pays.

Culture

La culture est aussi un pan de la coopération entre l'UE et le Togo. Plusieurs initiatives dont le projet circuit Art'Mattend « Cinéma Numérique Ambulant » élaboré dans le cadre du programme «Investir dans les ressources humaines ont été élaborés au profit des acteurs culturels.

La politique nationale d'électrification, l'informatisation du casier judiciaire et le basculement au budget-programme ont également reçu le soutien de l'UE.

LES PERSPECTIVES DU PARTENARIAT UE-TOGO

L'Union européenne et ses États membres présents au Togo (Allemagne et France) entendent appuyer la stratégie de développement définie dans la feuille de route gouvernementale (2020-2025). Elle privilégie à cet effet une approche concertée fondée sur la programmation conjointe. Le Document conjoint de programmation (DCP) envisagé pour le cycle de programmation 2021-2027 se substitue donc au Programme Indicatif Multi-annuel (PIM) de l'Union européenne pour

SUITE À LA PAGE 7



européenne dans la sous-région ouest africaine.

Les relations commerciales entre l'UE et le Togo sont surtout marquées par des accords de partenariat économique (APE). Les programmes des APE ont permis à notre pays de diversifier et d'accroître la capacité de production nationale, de renforcer ses relations commerciales avec les pays européens et le partenariat entre le secteur privé national et européen.

Ce partenariat a été significativement impacté par le premier Forum économique Togo-UE tenu en juin 2019 à Lomé, dont les retombées sont déjà perceptibles. A l'occasion de ce rendez-vous économique de haut niveau, les deux parties ont procédé à la création de la Chambre de commerce européenne au Togo (EU-ROCHAM-Togo), un puissant catalyseur de la croissance économique et important promoteur des échanges industriels et commerciaux entre l'Europe et le Togo.

Ce Forum a surtout assuré la visibilité des potentialités économiques du Togo et traduit les

hausse de 102%.

APPUI DE L'UNION EUROPÉENNE À LA RÉALISATION DES PROJETS DE DÉVELOPPEMENT SOCIOÉCONOMIQUE

Dans la mise en œuvre des différents programmes nationaux de développement, le Togo bénéficie des appuis multiformes de l'UE à travers le Fonds européen de développement (FED).

Dans le cadre de sa programmation 2014-2020, l'UE a appuyé les stratégies de développement successives à savoir la Stratégie de croissance accélérée et de promotion de l'emploi (SCAPE) 2013-2017 et le Plan national de développement (PND) 2018-2022. Un fonds de 216 millions d'euros a été alloué à ces deux programmes.

L'Union européenne et ses États membres ont contribué à plus de 10% des investissements requis pour la mise en œuvre du PND (4.622 milliards FCFA), et à plus de 30% des investissements publics envisagés par le PND (1.623 milliards FCFA).

Développement rural

L'Union européenne accompagne

sols (PPERF), d'un coût global de 0,448 million d'euros soit 193,739 millions de FCFA

• Projet d'intensification agro écologique de la production agricole dans les Savanes et gestion durable des ressources naturelles (PIASGDRN) financé à hauteur de 0,473 million d'euros soit 310,5 millions de FCFA

Eau et assainissement

Dans le secteur de l'eau et de l'assainissement, l'instance européenne a appuyé le Togo, avec un financement global de 90 millions d'euros soit 59 milliards de FCFA. D'importants projets ont aussi été réalisés :

- Réduction des maladies hydriques dans la Région des Plateaux au Togo (2,3 millions d'euros soit 1,5 milliard de FCFA).
- Amélioration de l'accès à l'eau potable, à l'hygiène et à l'assainissement (1,23 million d'euros soit 808,4 millions de FCFA)
- Promotion des droits de l'enfant à l'eau potable et à la santé environnementale dans la préfecture de Blitta (2,08 millions d'euros soit 1,36 milliard de FCFA)
- Appui à la promotion des bonnes pratiques pour la gestion de l'eau,

MALI: Assimi Goïta met fin aux fonctions du président et du premier ministre de la Transition

Au Mali, Assimi Goïta ne veut pas se faire rouler. Le président de la transition malienne, Bah N'Daw et son Premier ministre, Moctar Ouane l'ont appris à leurs dépens. Plus de 24 heures après l'annonce de la formation d'un nouveau gouvernement et du coup d'Etat qui s'en est suivi, le vice-président de la transition réagit. Le Colonel ayant déposé en août 2020 Ibrahim Boubacar Kéita accuse le président de la transition et le Premier d'avoir violé la charte de la transition.



Dans un communiqué signé par ses soins, le Colonel Assimi Goïta accuse le Premier ministre de la transition d'avoir montré ses limites face aux grèves et manifestations diverses des acteurs sociaux et politiques. Pour lui, le gouvernement n'a pas réussi à être « un interlocuteur fiable, susceptible de mobiliser la confiance des partenaires sociaux ».

Le vice-président de la transition dénonce également la démission du premier gouvernement de la transition et la reconduction du Premier ministre dans la foulée. Pour le Colonel Assimi Goïta, il s'agissait d'un projet unilatéral.

« La conséquence a été une consternation générale marquée par la persistance des grèves de l'Union nationale des Travailleurs du Mali (UNTM), dont l'issue est finalement une grève illimitée. Cet état de fait constitue une véritable asphyxie de l'économie malienne et partant, la garantie d'une instabilité aux conséquences incommensurables », écrit le responsable de l'ex-Conseil national pour le salut du peuple (CNSP).

De même, le vice-président de la transition note que la constitution du nouveau gouvernement a été faite en accord avec le président de la Transition « sans concertation avec le vice-président en charge des prérogatives à lui conférées par la charte à savoir, la Défense et la Sécurité ».

« Une telle démarche témoigne d'une volonté manifeste du président de la transition et du pre-

mier ministre d'aller vers une violation de la charte de transition, contrairement au serment prêté lors de son investiture le 25 septembre 2020 », accuse le vice-président de la transition.

Pour Col Goïta, les interpellations et négociations diverses engagées pour le respect des prescriptions de la charte de transition n'ont pas abouti. Le président de la transition et le Premier ministre sont restés « persistants dans leur posture », selon lui.

« Ainsi, de par le serment prêté en même temps que le président de la transition et tenu par l'engagement patriotique pris devant le peuple malien ainsi que devant les forces de défense et de sécurité, le vice-président de la transition, s'est vu dans l'obligation d'agir pour préserver la charte de transition et défendre la république prérogatives le Président et son premier ministre ainsi que toutes les personnes impliquées dans la situation », assume-t-il dans son communiqué.

Assimi Goïta appelle alors les populations maliennes à « vaquer librement à leurs occupations et les rassure de l'engagement indéfectible des Forces armées de défense et de sécurité, à préserver l'intérêt supérieur du Peuple malien, conformément à l'esprit et à la lettre de la Charte de transition ».

« Au demeurant, le Vice-Président de la Transition tient à préciser que le processus de Transition suit son cours normal et que les élections prévues se tiendront courant 2022 », a-t-il tenu à rassurer.

ESCALADE DES CAS DE PENDAISONS ET DE SUICIDE AUX MOTIFS INCONNUS Alerte : Le malaise se généralise dans la société

Beaucoup de togolais choisissent de mettre fin à leurs jours plutôt que d'affronter les difficultés de la vie. Il est devenu banale de voir les jeunes enfants ou adultes mettre fin à leur vie soit en laissant un mot ou tout simplement en mettant la famille devant le fait accompli.

le forfait, ne faisait que poser des questions en lien avec la mort, la prison, ce que demain sera s'il n'est plus en vie. Autant

Le plus macabre est ce père de famille qui a préféré s'immoler par le feu avec ses deux enfants dans la préfecture du Zio en prenant soin de laisser une longue lettre pour justifier son crime par des conditions économiques austères.

Une dame qui verse de l'huile chaude sur son mari en plein sommeil. Un acte de cruauté extrême susceptible de passer à la cour d'assise

Une jeune fille lycéenne qui a choisi de passer la corde au cou et donc retrouvée pendue à GUERINKOUKA dans le BASSAR localité située dans la partie septentrionale de notre pays le Togo

Une maîtresse d'école qui a choisi de s'éventrer en introduisant le couteau dans son corps. Un jeune couple s'est donné la mort laissant un enfant à Baguida banlieue sud de Lomé

Une jeune fille décapitée et retrouvée dans la lagune située dans la zone portuaire.

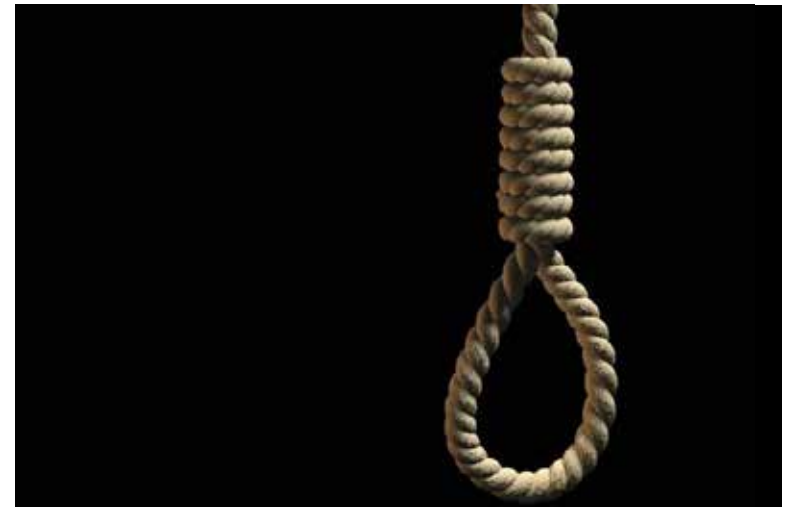
Un agent municipal retrouvé pendu dans sa maison à SEGBÉ localité située dans la partie sud ouest frontalière avec le Ghana.

Pour dispute, un homme tue sa copine pour jeter le corps sur un dépotoir public.

Dernièrement c'est une jeune dame qui a choisi de passer à l'acte devant son rejeton de 5 ans à AHEPÉ dans la préfecture de YOTO.

Chaque jour, les réseaux sociaux montrent ses scènes d'horreurs dans le pays et jusqu'alors l'administration n'a pas véritablement réagi sur ce sujet.

Le Togo est rentré dans une phase de vie sociale empoisonnée où les politiques se détestent, le chômage de plus en plus galopant, la force brutale des forces de protection civile, la hantise des nouveaux maires en quête d'argent pour



leur commune en exerçant la violence psychique sur les populations avec des taxes, l'augmentation générale des prix sur les produits de première nécessité, l'instauration de nouvelles taxes....

En bref, les conditions sociales ne permettent plus aux togolais d'avoir confiance en la vie et certains, les plus faibles choisissent de quitter ce monde.

Tout en condamnant ces actes de lâcheté, il est temps que les pouvoirs publics prennent à cœur les problèmes sociaux et mettent en place un numéro vert au profit des personnes en détresse avec au bout du fil des psychologues. Trop c'est trop. Des cas d'homicide volontaire ou de suicide se font de plus en plus signaler à Lomé. Un dernier en date s'est produit à Adamavo, dans la banlieue est de Lomé, Commune Golfe 6. Un homme a décidé de mettre fin à sa vie en se jetant dans une fosse septique.

L'information fait grand bruit dans la zone Adamavo depuis le 19 Mai 2021. Le monsieur qui venait d'être père de famille a opté laisser derrière lui sa nouvelle petite famille.

Les motifs de ce suicide restent encore inconnus par sa famille dont un membre rapporte à que le défunt quelques jours avant

de questions qui étaient banalisées par ses premiers interlocuteurs méconnaissant le plan qui se mijotait.

Le quarantenaire, après s'être rassuré que tout le monde dormait déjà, aurait vraisemblablement dégagé le couvert de la fosse et s'y est jeté sachant qu'il n'aura plus de secours.

L'homme était employé dans une des sociétés de la zone portuaire et trimait pour subvenir pourtant à ses besoins élémentaires même si la vie ne lui était pas rose.

A tous ces cas de suicides est venus s'ajouter le week-end dernier un accident grave sur la route de Kpalimé qui a fait selon les informations six morts.

Qu'est-ce qui a pu le pousser à un tel acte? La famille reste sans réponse au Centre médico-social d'Adamavo où sa femme venait d'accoucher.

Des actes d'homicide volontaire se font de plus en plus signaler. Est-ce un malaise qui se généralise dans la société? Il est temps de penser à chercher à mettre fin à ces pratiques monstrueuses. Bientôt un bilan semestriel sera présenté et tous ces cas d'homicide volontaire et de suicide vont être évoqués.

T. B.

(SUITE DE LA PAGE 6)

2021-2027.

Le DCP envisage les trois domaines d'intervention prioritaires suivants, répondant à la fois aux priorités de la feuille de route gouvernementale et aux préoccupations européennes :

Développement humain et inclusion socio-économique

L'Union européenne envisage dans ce contexte de nouvelles actions en vue de soutenir la généralisation de l'accès aux services publics (eau, assainissement, éducation, santé, culture, énergie, connectivité) et l'amélioration de leur qualité.

Agro-industries durables et la gestion des ressources naturelles

L'UE va s'investir pour dynamiser l'économie togolaise en contribuant à l'amélioration du climat des affaires et à la compétitivité des exploitations agro-sylvo-pastorales et halieutiques.

Consolidation du processus démocratique

L'Union européenne va participer au renforcement de la résilience de la société et de l'économie togolaises en s'appuyant la préservation de la paix et la sécurité, la consolidation démocratique, la modernisation

de l'action publique et la décentralisation.

La Coopération UE-Togo est au beau fixe. Elle connaîtra un coup d'accélérateur surtout avec la prochaine rencontre UE-Togo prévue dans la seconde moitié du mois de mai 2021 avec la présence effective du Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé.

https://eeas.europa.eu/delegations/togo/1958/projets-au-togo_fr

https://eeas.europa.eu/delegations/togo/1957/le-togo-et-lunion-europ%C3%A9enne_fr

Le Magnan Libéré

Besoin de visibilité?

FAITES-NOUS CONFIANCE !



LIMITATION DES CARTES SIM PAR ABONNÉ



Lomé, le 11 mai 2021

Togocom porte à la connaissance de tous ses abonnés la limitation du nombre de cartes SIM à trois (03) par abonné suite à « l'Arrêté n°007/MENTD/CAB daté du 29 avril 2021 du Ministère de l'Economie Numérique et de la Transformation Digitale » fixant désormais à trois (03) le nombre maximum de cartes SIM, par opérateur et par abonné aux services de communications mobiles au Togo.

En définitif, aucun abonné ne pourra détenir plus de trois (03) cartes SIM Togocom. Cet arrêté ministériel dont l'objectif est de renforcer le dispositif juridique et sécuritaire lié aux obligations d'identification des abonnés des services mobiles vient à point nommé.

Cette présente disposition s'applique uniquement aux personnes

physiques détentrices de plus de trois (03) cartes Sim. Les personnes morales à savoir la clientèle des institutions administratives, des entreprises, des associations et des Organisations Non Gouvernementales à titre indicatif de sont pas concernées par cette mesure. En cas de non- respect de cette mesure prise par les clients concernés, Togocom sera dans l'obligation de suspendre tous leurs numéros.

Togocom invite donc ses abonnés concernés par la mesure à se rendre dans ses agences en vue de déclarer les numéros qu'ils souhaiteraient conserver ou transférer à des tiers. Des dispositions idoines sont d'ores et déjà prises pour faciliter la mise en conformité de ses abonnés sur l'ensemble du territoire national.

Pour rappel, le service de changement d'Identité est fourni gratuitement pour les clients Togocom.

Tarik Boudiaf, Directeur Commercial Groupe Togocom : « Cette disposition du Ministère de l'Economie Numérique et de la Transformation Digitale vient renforcer le dispositif juridique lié aux obligations d'identification des abonnés des services mobiles conformes aux normes réglementaires internationales. »



Précurseur de la technologie 5G au Togo et dans la sous-région, Togocom est le leader du marché Togolais des télécommunications au service de l'ensemble des Togolais où qu'ils se trouvent sur le territoire national. Le Groupe est le fruit du regroupement en 2017, des activités de Togo Telecom, l'opérateur historique national de la téléphonie fixe au Togo, et Togo Cellulaire (Togocel), l'opérateur de téléphonie mobile. Togocom pour ambition de devenir le champion de la qualité de service aux meilleurs standards internationaux notamment sur la couverture du réseau, la performance des débits Internet, l'efficacité du service client, la proximité du réseau de distribution et la disponibilité des produits et des services.

Place de la Réconciliation – Quartier Atchanvè – BP 333 – Lomé – Togo - togocom.tg



LA FIBRE TOGOCOM EST CHEZ VOUS !

Offrez vous **La fibre** Togocom

à **10 000 F CFA**
~~25 000 F CFA~~

Souscrivez dès maintenant dans une agence Togocom ou auprès de nos commerciaux itinérants !

Promo valable du 5 Mai au 7 juin 2021. Offre soumise à conditions.

[@togocom.tg](https://www.togocom.tg) | [@togocom.tg](https://www.togocom.tg)

Service Client : 888 | 119
7 jours/7 de 7h à 21h

togocom.tg

